

Notes sur la Transition Démocratique en Turquie*

Didier Billion

Directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques de Paris

Resumo

Notas sobre a Transição Democrática na Turquia

A problemática da transição democrática na Turquia não pode ser analisada sem ter em conta os processos de reformas radicais iniciados no período de implantação republicana do país. Desde o início dos anos 50 que, com o princípio de alternância reconhecido nas eleições, podemos considerar que a Turquia é um Estado democrático. No entanto, a partir dos anos 60, os recorrentes golpes de Estado militares obrigam-nos a questionar a complexa relação entre a instituição militar e a sociedade política civil. Recentemente, a ascensão do Islão político, a par da emergência do Partido da Justiça e do Desenvolvimento, oriundo dos movimentos islâmicos embora possamos considerar que operou a sua mudança política, levantou novamente questões entre a necessária defesa dos valores laicos e a não menos necessária preservação dos valores democráticos e do Estado de Direito.

Resumé

La problématique de la transition démocratique en Turquie ne peut s'analyser indépendamment du processus de réformes radicales initiées lors de l'édification républicaine du pays. Dès le début des années 1950, avec la reconnaissance du principe d'alternance lors des échéances électorales, nous pouvons considérer que la Turquie est un Etat démocratique. Toutefois, à partir des années soixante, la récurrence des coups d'Etat militaires pose la complexe question des rapports entre l'institution militaire et la société politique civile. Dans la dernière période la montée de l'islam politique puis l'émergence du Parti de la justice et du développement, parti issu de la mouvance islamique mais dont on peut considérer qu'il a opéré sa mue politique, a de nouveau cristallisé les interrogations entre la nécessaire défense des valeurs de la laïcité et la non moins nécessaire préservation des valeurs démocratiques et de l'Etat de droit.

* Communication prononcée lors du séminaire « Les transitions démocratiques en Méditerranée » organisé par l'Institut de Défense Nationale à Lisbonne le 26 Octobre 2007.

1. Les ruptures kémalistes

Dans le cadre de cette contribution nous n'aborderons pas le kémalisme de façon exhaustive mais sous l'angle de l'expression d'un processus de réformes radicales.

L'aspect le plus profondément révolutionnaire du kémalisme ne se situe pas au niveau des institutions politiques, de l'organisation économique ou des bouleversements de la stratification sociale, mais au niveau culturel.

La volonté des élites républicaines turques d'occidentalisation/européanisation culturelle s'est en effet traduite en Turquie par une *laïcisation militante de l'État et de la société*.

Pour mémoire, en une douzaine d'années, et pour l'essentiel en moins de huit ans, une impressionnante série de réformes est menée à son terme :

- séparation entre le califat et le sultanat par la suppression de ce dernier,
- abolition du califat en 1924,
- suppression du ministère de la *sharia* et des fondations religieuses, le 3 mars 1924,
- laïcisation de l'appareil juridique avec la dissolution des tribunaux coraniques le 8 avril 1924,
- adoption d'un Code civil, inspiré du code suisse, et d'un Code pénal, quasi intégralement issu du code italien de 1889, en février et mars 1926,
- modernisation et sécularisation du droit positif - le principe de la conformité des lois au droit coranique cède la place au principe de la conformité des lois à la « volonté nationale » ou, mieux, à la « souveraineté nationale »,
- en 1937 enfin, la Constitution est amendée pour y inscrire les « six principes » du CHP. La Turquie devient ainsi un État « *républicain, nationaliste, populiste, étatiste, laïc et réformiste* »
- en 1924, l'enseignement est entièrement unifié et laïcisé sous l'autorité d'un ministère de l'Éducation nationale, suppression des *medreses* en mars 1924,
- en novembre 1925, c'est aussi la dissolution des sectes et la fermeture des couvents des derviches et des confréries religieuses,
- enfin, le droit de voter et de se présenter aux municipales est accordé aux femmes en 1930, puis en 1934 celui de voter et de se présenter aux élections nationales. Ce droit se concrétise par l'entrée, en 1935, de dix-sept d'entre elles à la Grande Assemblée,
- l'adoption d'un alphabet latin phonétique, rendu strictement obligatoire dès 1928.

Ainsi, sans ici prétendre à leur présentation complète, force est de constater que ces réformes sont conduites à un rythme extrêmement rapide et ne laissent guère de répit à la société turque. L'atmosphère de la Turquie de cette époque s'apparentait, selon de nombreux auteurs, à la fois à celle d'une caserne et à celle d'une école primaire mais dans ce cas l'école était une réalité tangible et non une simple mise en scène destinée à camoufler la caserne.

Cette laïcisation de la société turque et l'importance des réformes qui s'y rattachent sont en réalité indissociables du *caractère démocratique et national de la révolution turque*.

On a coutume de mesurer l'impact de l'Occident sur le reste du monde en termes de forme de pouvoir politique et de développement économique. Or l'histoire de la Turquie républicaine est exemplaire en ce qu'elle révèle aussi la force transformatrice de la modernisation-occidentalisation sur les modes de vie et sur l'individu, les élites kémalistes ayant voulu rompre avec les formes d'identité musulmane et ottomane antérieures et passer d'une civilisation à une autre : d'une civilisation islamique à la civilisation occidentale alors perçue comme universelle.

L'élite dirigeante définit alors sa mission comme civilisatrice vis-à-vis du peuple musulman considéré comme ignorant. Aux yeux des modernisateurs turcs, tout ce qui est de culture locale et spécifique, et notamment religieuse, apparaît comme une expression des forces traditionnelles réactionnaires qu'il faut éradiquer.

En ce sens les kémalistes parvinrent à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés : sécularisation de l'État et restructuration de la société par l'État sous la stricte direction des élites étatiques.

Les résultats furent de ce point de vue incontestablement révolutionnaires.

Pour conclure sur ce point, l'impressionnante mise en œuvre de réformes qui permit de transformer tous les aspects de la société visait fondamentalement à la libération de l'individu des pesantes contraintes communautaires, religieuse ou ethnique auxquelles il était soumis, pour permettre :

- 1) son accession à une société structurée par la Loi civile
- 2) de créer un véritable sujet politique : le citoyen

Si le processus fut réalisé à marche forcée et autoritaire, les kémalistes n'en ont pas moins toujours expliqué que leur but était l'instauration de la démocratie, ce qui les a radicalement distingué des régimes dictatoriaux pour le moins prolifiques en Europe dans la période de l'entre-deux guerres mondiales.

C'est bien le volontarisme des élites kémalistes qui aura permis la réalisation de ces ruptures afin de créer les conditions d'émergence d'un système politique républicain assurant lui même les bases d'un processus de démocratisation, du développement d'une réelle société civile et d'une véritable économie de marché.

La cohérence des réformes kémalistes provient de l'intime conviction de ses initiateurs que l'accès à la modernité ne pouvait emprunter qu'une voie unique, celle de l'Europe, pour ce qu'elle incarnait des valeurs démocratiques. N'en déplaise aux contempteurs du régime kémaliste, c'est la mise en œuvre desdites réformes radicales qui a permis le passage au multipartisme et la mise en pratique d'un système politique promouvant l'alternance.

2. La transition démocratique

En 1946 deux événements majeurs se conjuguent :

- introduction du multipartisme tout d'abord
- création du Parti Démocrate ensuite en concurrence avec le Parti républicain du peuple (CHP) qui jusqu'alors était le parti unique.

En Turquie cette ouverture du champ politique va de pair avec l'acceptation de *l'alternance*, ce qui constitue le facteur déterminant pour évaluer le degré de démocratisation d'une société.

L'alternance politique a ainsi lieu suite aux élections législatives de 1950. Ce qui signifie en d'autres termes que la transition démocratique a eu lieu il y a près de 60 ans sans pour autant signifier bien sûr que le processus démocratique ait été totalement achevé.

Dans les années qui suivent, le spectre politique s'élargit progressivement avec des partis se réclamant des grands courants idéologiques : droite libérale, social-démocratie avec la mue du CHP, extrême droite nationaliste, extrêmes gauches, islam politique.

Certes il peut y avoir en Turquie des manquements à l'exercice des droits démocratiques (mais des Etats comme la France, l'Espagne, le Royaume Uni, respectivement sur des dossiers comme l'Algérie, le Pays basque ou l'Irlande n'en sont pas exempts...) mais quelle que soit leur gravité ces phénomènes ne relèvent pas d'une remise en cause de la problématique de la transition démocratique elle même.

Bien sûr subsiste le défi des interventions de l'institution militaire à répétition : 1960, 1971, 1980, 1997...

Avec des raisons identiques... mais des effets différents

- ainsi 1960, permet la rédaction de la constitution la plus démocratique que la Turquie ait connue.
- Alors que 1980, *a contrario*, profondément réactionnaire avec l'instauration d'une démocratie autoritaire et l'élaboration en 1982 d'une constitution extraordinaire ou en définitive l'Etat est plus protégé que l'individu.

Quelle est la logique de la récurrence de ces coups d'Etat ?

Comprendre la spécificité de l'institution militaire turque :

- comme figure tutélaire de la République (produit de l'Histoire ottomane et républicaine, armée qui rentre dans ses casernes quelques mois après lesdits coup d'Etat, armée qui possède un très fort taux de confiance et de prestige au sein de la population, jamais d'anti-militarisme structuré en Turquie ... au total expression des conditions dans lesquelles la Turquie républicaine s'est créée) qui se perçoit elle même comme garante de la République devant défendre la société contre ses propres démons,
- qui considère le peuple comme pas assez mature pour résister aux forces centrifuges potentiellement menaçantes pour l'unité nationale, notamment les contestations de type ethnique ou confessionnel.

Cette conception est désormais en parfaite contradiction avec le dynamisme de la société turque qui s'exprime de foisonnantes façons...

- presse libre et diversifiée,
- ONG en pleine expansion depuis une dizaine d'années,
- société civile réactive et qui fait tomber les tabous : ainsi la manifestation après l'assassinat du journaliste Hrant Dink au mois de janvier 2007 au cours de laquelle des dizaines de milliers de Turcs scandaient « Nous sommes tous des Arméniens »,
- patronat entrepreneurial et industriel (peu de bourgeoisie rentière...)...

... mais contraste avec la médiocrité de la classe politique qui n'est pas à la hauteur des attentes de la société civile.

3. Les débats et les défis en cours

Pour aller à l'essentiel, une des questions centrales qui est aujourd'hui posée en Turquie, même si de façon réductrice, est celle qui se concentre dans la formule « laïcité versus démocratie ».

Ainsi une partie de la population profondément occidentalisée, que l'on trouve notamment dans les grands centres urbains, a peur que lui soit imposé un mode de vie qui battrait en brèche les idéaux laïcs et républicains et, partant, accepterait une éventuelle intervention militaire et quelques restrictions aux libertés individuelles et collectives...

Pour parler clair c'est bien la question de l'islamisme ou plus exactement celle de la perception et de l'analyse du Parti de la justice et du développement - AKP - qui sont posées. Ce parti :

- représente-t-il un danger pour les libertés ou non ?
- cherche-t-il à infiltrer l'appareil d'Etat ou non ?
- possède-t-il un agenda caché ou non ?

D'où la nécessité et l'importance de la caractérisation de l'AKP, notamment au vu des ses résultats impressionnants lors des élections législatives anticipées du mois de juillet 2007, victoire d'autant plus remarquable qu'elle provient après presque cinq ans d'exercice du pouvoir.

Il est d'abord utile de rappeler que l'islam politique en tant que courant idéologique possédant une expression partisane existe en Turquie depuis 1969.

L'AKP a été créé sur les cendres d'une formation islamiste interdite, s'agit-il d'un parti islamiste, islamiste modéré, musulman conservateur, islamo-démocrate, islamique ou autre ? L'AKP ne peut en tout cas être purement et simplement qualifié de réactionnaire comme certains courants de gauche ou kémalistes ont tendance à le faire.

On peut considérer qu'il constitue une forme nouvelle de l'islam politique que certain qualifient de néo-islamisme ou d'islamisme modéré.

- L'islamisme politique traditionnel cherche à transformer et à islamiser la société par le haut c'est-à-dire par le contrôle du pouvoir, c'est le projet avorté de Necmettin Erbakan, figure traditionnelle, et dépassée, de l'islam politique en Turquie.
- Le néo-islamisme ne viserait, pour sa part, aucune transformation radicale de la société et chercherait, par la voie du consensus social, à répondre aux besoins de

spiritualité et de morale de la population et se qualifie lui-même de conservateur-démocrate¹.

En tout état de cause, les aspirations de l'AKP sont :

- démocratiques au niveau politique (reconnaissance de la supériorité du système parlementaire, éventuellement plus tolérant que ses prédécesseurs au gouvernement sur les questions de diversification culturelle, ainsi par exemple sur la question kurde),
- conservatrices aux niveaux social et culturel (voir notamment sa conception du rôle sociale des femmes),
- libérales au niveau économique.

1) d'un point de vue sociologique : l'AKP est l'expression politique de l'émergence d'une nouvelle classe moyenne industrielle et entrepreneuriale, parfois parée du vocable de « Tigres anatoliens », dont les intérêts économiques deviennent antinomiques avec ceux de la bourgeoisie turque classique. Ces petits et moyens entrepreneurs et les jeunes cadres intermédiaires qui ont un niveau de formation universitaire, notamment dans les domaines techniques, favorisent l'unification de ces groupes sociaux qui possèdent les mêmes affinités culturelles conservatrices. La carrière économique et politique d'une partie significative des élites de l'AKP a été déterminée par leur exclusion des sphères économique et politique par les élites républicaines consacrées et constitue une sorte de revanche sociale.

Toutefois les votes de l'AKP ne proviennent pas uniquement de cette nouvelle classe moyenne. Ce parti s'est incontestablement constitué une solide base électorale au sein des catégories de salariés aspirant à gravir l'échelle sociale et à s'intégrer dans les rangs des classes moyennes, ainsi que dans les couches sociales les plus défavorisées.

2) d'un point de vue partisan : les résultats des dernières élections montrent sans conteste que l'AKP est parvenu à se constituer comme le représentant politique d'une large partie de ces différentes couches sociales et qu'il a supplanté les partis traditionnels de la droite libérale.

¹ Yalçın Akdoğan, *Muhafazakar Demokrasi* (Démocratie conservatrice), Ankara, Ak Parti, 2003.

Le profil dominant qui émerge de ces quelques paramètres est celui qui rappelle le *conservatisme populaire* aux Etats-Unis incarné par le Parti républicain, avec lequel une bonne partie des élites de l'AKP se sent les affinités les plus proches. Nous savons qu'aux Etats-Unis, si l'on relativise les franges extrémistes, mais marginales, la religion est plutôt perçue comme un corps de préceptes moraux et non comme la manifestation concrète d'un dogme.

Cette approche, interprétant les valeurs de la religion comme des valeurs sociales guidant le comportement quotidien, est en réalité beaucoup plus proche des conceptions de l'AKP, que celle de la démocratie-chrétienne ouest-européenne. Il est d'ailleurs particulièrement révélateur que le Premier ministre de l'époque, Abdullah Gül, ait déclaré dix jours après la victoire aux élections législatives de novembre 2002, que les électeurs de l'AKP étaient les WASP de la Turquie². Le projet de l'AKP représente, en ce sens, une phase de modernisation conservatrice des traditions de l'islam politique turc, intégrée au processus de sécularisation.

La question de savoir si Recep Tayyip Erdoan, qui est autoritaire mais aussi pragmatique et fédérateur, possédera suffisamment de charisme pour continuer à tenir cette ligne politique et ce rôle au sein d'un parti aux sensibilités politiques très différentes dans les années à venir, reste un des paramètres essentiels de la vie partisane en Turquie.

C'est d'ailleurs pourquoi une crise politique s'est cristallisée au cours du printemps dernier à propos de l'élection présidentielle. La question était le refus de la part du très hétérogène camp des laïques de voir accéder Abdullah Gül à la présidence de la République parce que ce dernier a fait ses premières armes politiques dans une formation d'extraction islamiste.

Pourtant, il semble que, sans verser dans un excès d'angélisme ou de naïveté vis-à-vis de l'AKP, le défi posé aux valeurs démocratiques au cours de ces dernières semaines réside plutôt dans les ingérences de l'armée dans le champ politique (communiqué menaçant de l'état major du 27 avril, armée qui apparaît comme la véritable organisatrice des manifestations gigantesques du printemps 2007) plutôt que dans d'hypothétiques velléités liberticides et/ou islamistes de l'AKP.

2 Şükran Pakkan, "Gül'ün WASP'ini anlayan gelsin!" [*Si quelqu'un comprend le WASP de Gül, qu'il nous le dise !*], *Milliyet*, 14 novembre 2002.

Il faut aussi insister sur le fait que le champ des libertés individuelles et collectives a connu un essor considérable depuis fin 2001 - donc en large partie sous le gouvernement de l'AKP - ce qui est assez notoire dans le contexte liberticide mondial, et tout particulièrement régional, qui prévaut depuis un certain 11 septembre 2001...

A contrario il faut noter que les effets déstructurants de la mondialisation libérale et les rebuffades à répétition de l'Union européenne induisent des formes de résurgence nationaliste préoccupantes en Turquie.

Ces questions posent le problème des limites de la modernisation autoritaire dans le cours de la transition démocratique.

Nous pouvons toutefois considérer que dans le cas turc, la modernisation kémaliste a fait gagner du temps au processus de démocratisation en posant les bases qui :

- permettent que la Turquie soit ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un pays démocratique,
- permettent potentiellement de dépasser le stade actuel de la contradiction parce que la société possède les ressources pour y parvenir.

C'est en réalité la capacité de vigilance des démocrates et des républicains, mais aussi et surtout leur devoir de propositions novatrices qui sont posés car sinon il y a un véritable risque de stérilisation des acquis républicains.

Le kémalisme qui a permis de poser les bases de la transition démocratique est en effet devenu pour certains segments de la société et quelques sensibilités politiques (le CHP, l'ex président de la république Ahmet Necdet Sezer, l'institution militaire) un dogme qui pourrait être le vecteur de menées réactionnaires induisant la remise en cause - au moins temporaire - des valeurs démocratiques. D'autant que, et il ne faut jamais perdre de vue ce paramètre, la Turquie se trouve dans un contexte régional pour le moins tourmenté (Irak, Territoires palestiniens, Iran, Syrie...).

Une chose apparaît aujourd'hui une fois de plus clairement : lorsque les élites et la société civiles reculent c'est clairement l'institution militaire qui avance dans le champ politique. C'est là un des défis essentiels posés aujourd'hui à la démocratie turque.

Dans le cas de la Turquie donc, pour aller à l'essentiel, la question de la transition démocratique n'est pas tant une question structurelle, mais bien le défi de la création d'une véritable alternative politique qui sache (ré)concilier laïcité et démocratie par :

- la défense intransigeante de la laïcité (tout en sachant la faire évoluer), donc la nécessité d'une nette et claire différenciation entre sphère privée et sphère publique au niveau des problématiques religieuses,
- défense tout aussi intransigeante du cadre démocratique (qu'il faut aussi faire évoluer). Minoritaires sont en effet ceux qui veulent revenir en arrière pour ce qui concerne les droits démocratiques. Il faut par exemple savoir décrypter la signification du mot d'ordre d'une grande partie de la manifestation d'un million de personnes à Istanbul au mois de mai 2007 : *Ni Charia ni coup d'Etat*, qui concentre les défis politiques aujourd'hui.

Un million de personnes dans la rue c'est évidemment extrêmement significatif, mais les manifestations, aussi importantes soient-elles, ne suffisent pas : en d'autres termes nous sommes dans le moment où se pose la question de la réconciliation entre les valeurs républicaines et démocratiques et le respect de l'altérité (sous ses formes confessionnelle ou ethnique), ce qui pose la question de la création d'un nouveau parti, porteur de ces valeurs.

Pour conclure, nous pouvons considérer :

- 1) que la Turquie possède le potentiel pour définitivement assimiler et faire vivre les valeurs démocratiques en les actualisant et en les approfondissant,
- 2) mais que l'histoire n'est jamais écrite à l'avance... et que la société turque est face à des défis essentiels dont nous pouvons considérer qu'elle est capable de les relever parce qu'ayant vécu la transition démocratique depuis longtemps déjà.